

Auvergne-Rhône-Alpes achète 1.000 boutons d'alerte pour la sécurité des femmes

Conçus et produits dans le Rhône, les boutons d'alerte Monsherif ont reçu le prix Tech for Women en 2021. Ils permettent aux femmes victimes de violence d'alerter discrètement des proches et d'enregistrer la conversation. Achetés 39 euros par la région, ils leur seront distribués via des associations.



Le bouton connecté de Monsherif, qui s'accroche à un sac, un vêtement, ou peut se porter en pendentif, s'actionne en trois clics. (Solution Monsherif)

Fidèle à lui-même, Laurent Wauquiez a choisi une solution régionale pour la lutte contre les violences faites aux femmes . Parmi un nouveau train de mesures destinées à endiguer ces violences (une centaine de féminicides par an, et près de 100.000 viols ou tentatives selon les chiffres du gouvernement), le président d'Auvergne-Rhône-Alpes fait appel à la technologie Monsherif et ses boutons d'alerte destinés à avertir discrètement des proches d'une situation en train de dégénérer. La société Domie Digital et son dispositif Monsherif, assemblé à Marcilly-d'Azergues dans le Rhône, ont reçu en septembre 2021 un prix Tech For Women de la fondation Marie-Claire.

Le bouton connecté, qui s'accroche à un sac, un vêtement, ou peut se porter en pendentif, s'actionne en trois clics. Au premier, il déclenche une géolocalisation, au deuxième il envoie un message d'alerte à cinq contacts préenregistrés, afin qu'ils puissent intervenir ou contacter les secours. Et au troisième, il enregistre les sons et la conversation. Le bouton, beaucoup plus discret que le téléphone « grave danger » délivré sur décision du procureur, permet « d'agir sans être vu de son agresseur », explique sa créatrice Dominique Brogi.

Self-défense

Après les cours de self-défense auprès de lycéennes et la mise à disposition de logements d'urgence dans son premier mandat, Laurent Wauquiez a annoncé l'achat de 1.000 boutons au prix unitaire de 39 euros, distribués à des associations d'aide aux victimes. Une victoire pour l'entrepreneuse qui se plaint du « favoritisme » à l'égard de la solution concurrente



App-Elles, fortement soutenue par les pouvoirs publics.

Dominique Brogi dit avoir vendu 10.000 mécanismes Monsherif depuis 2016. Elle a noué des conventions avec les procureurs d'Avignon, Meaux et Compiègne, mais se trouve aujourd'hui en bisbille avec le ministère de la Justice qui a émis des réserves sur l'enregistrement à l'insu des personnes, dans une circulaire de juin 2021. « Incohérent » aux yeux de la directrice générale de [Domie Digital](#), « alors que la cour d'appel de Paris a admis, en mars 2021, l'enregistrement de conversations téléphoniques du conjoint accusé de violence comme preuve recevable. Et que l'appli App-Elles déploie la même fonctionnalité ». « Et pendant ce temps, des femmes meurent », dit-elle.

